



## **Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/21549  
17 août 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

NOTE VERBALE DATEE DU 17 AOUT 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL  
PAR LE CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE LA MISSION PERMANENTE  
D'ISLANDE AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le Représentant permanent par intérim d'Islande auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, se référant à sa note SCPC/7/90(1) du 8 août 1990, a l'honneur de lui faire tenir ci-joint la traduction anglaise de l'ordonnance No 49 du 9 août 1990 relative aux mesures prises pour appliquer la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité des Nations Unies relative à l'invasion du Koweït par l'Iraq.

ANNEXE

Ordonnance No 49 du 9 août 1990 relative aux mesures prises pour  
appliquer la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité des  
des Nations Unies relative à l'invasion du Koweït par l'Iraq

Conformément à l'article 3 de la loi No 5/1969 relative à l'application des décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Gouvernement a décidé d'appliquer ladite loi afin de mettre en oeuvre la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, adoptée le 6 août 1990 en ce qui concerne l'invasion du Koweït par l'Iraq, et a ordonné ce qui suit :

1. L'importation en Islande de toutes marchandises en provenance d'Iraq ou du Koweït et exportées de ces pays après le 6 août 1990 est interdite.

2. Toutes activités menées par des nationaux islandais ou en Islande qui sont conçues pour favoriser l'exportation ou le transbordement de toutes marchandises provenant de l'Iraq ou du Koweït sont interdites. En outre, toutes transactions faisant intervenir des nationaux islandais ou menées en Islande, portant sur toutes marchandises en provenance de l'Iraq ou du Koweït et exportées de ces pays après le 6 août 1990 sont interdites, de même que l'utilisation de navires islandais aux fins de telles transactions.

3. La vente ou la fourniture par des nationaux islandais de toutes marchandises à toute partie en Iraq ou au Koweït et la vente ou la fourniture de toutes marchandises aux fins de toute activité commerciale menée sur ou depuis le territoire de l'Iraq ou du Koweït sont interdites. En outre, il est interdit de vendre ou de fournir de telles marchandises à partir de l'Islande ou d'utiliser à cette fin des navires islandais. Sont aussi interdites les activités menées par des nationaux islandais ou depuis le territoire islandais, qui sont conçues pour favoriser une telle vente ou fourniture.

4. Il est interdit aux nationaux islandais ou à toute personne physique ou morale en Islande de mettre des fonds ou toutes autres ressources financières ou économiques à la disposition du Gouvernement iraquien ou de toute entreprise en Iraq ou au Koweït et de transférer des fonds à toute autre personne physique ou morale en Iraq ou au Koweït.

5. Les dispositions du paragraphe 3 ne s'appliquent pas aux fournitures médicales ni aux produits alimentaires destinés à des fins humanitaires. En outre, les dispositions du paragraphe 4 ne s'appliquent pas aux paiements destinés à des fins médicales ou humanitaires ni aux produits alimentaires utilisés à des fins humanitaires.

Toute personne qui viole les dispositions énoncées ci-dessus sera châtiée en vertu de l'article 2 de la loi No 5/1969, à moins qu'une peine plus lourde ne lui soit applicable au titre d'autres lois.

La présente ordonnance entre en vigueur immédiatement.

Le Ministre des affaires étrangères  
Le 9 août 1990